



SEMINAIRE DE RECHERCHE

**Capitalismes financier, industriel et social :
une réconciliation est-elle possible ?**

19 septembre 2007

Intervenants :

Xavier De Bayser (Président d'IDEAM, filiale ISR du groupe Crédit Agricole)

Dominique Namur (Professeur, Université Paris VIII et Supelec)

Extraits de l'intervention de Xavier de Bayser

Est-il possible de concilier l'économie qui maximise le profit avec une économie qui maximise le social ? Prenons l'exemple de la Bourse. L'appât du gain l'emporte (rendement) l'emporte sur la peur (risque). Les prix Nobel sont généralement attribués aux économistes qui travaillent sur la notion de risque. Les événements financiers de l'été 2007 ont ouvert une nouvelle voie à la réflexion. Le capitalisme peut-il avoir une autre dynamique que le rendement et la prise de risque ? La situation a été mortifère pour les banques à cause des conséquences de la crise des *sub prime* aux Etats-Unis. Les banques ne pouvaient plus faire leur métier en sortant des pertes de leurs bilans en sortant les pertes de leurs bilans. Les sociétés de notation ont été manipulées par les acteurs sur le marché de l'immobilier. Les autorités de surveillance du marché boursier n'ont pas joué leur rôle (cf. les SICAV dynamiques n'existent pas). Cet ensemble de réaction en chaîne a abouti à la crise financière qui se poursuit aujourd'hui. Pour l'éviter, il faudrait appliquer trois dimensions :

- Rendement
- Risque
- Responsabilité.

Est-il possible de pérenniser un capitalisme à visage humain symbolisée par l'alternative : la bourse et la vie (et non la bourse ou la vie) en introduisant cette notion de responsabilité ?

A cette question, Franck Riboud a répondu oui. Danone est confrontée à la maximisation du profit. Or en Inde, si Danone applique cette règle, la firme ne peut pas vendre de yoghourts. La direction de Danone a donc choisi une solution appropriée au contexte culturel indien. Au lieu de construire une usine d'une capacité de production de 150 mille tonnes (ce qui l'aurait obligé à vendre des yoghourts à 35 centimes d'euros pièce), elle a choisi de construire une quinzaine d'usines non automatisées d'une capacité de production de 5000 tonnes. Ce changement de stratégie a permis à Danone vendre des yoghourts à 5 centimes d'euros. Pour faire passer le message, Franck Riboud s'est adressé à ses actionnaires et à ses salariés. Pour Danone, il s'agit d'une opération positive car elle a entraîné une bonne dynamisation du personnel de production. Du côté indien, cette opération a donné lieu à de la création d'emplois dans différents secteurs d'activité, y compris dans le secteur de l'élevage. La société Essilor a réalisé une opération similaire en Inde en implantant une usine sans système de distribution. La paire de lunettes est commercialisée au prix de 3 euros. A ce prix, Essilor réalise une marge de 15%. C'est l'application du principe de stratégie chinoise : dériver un peu d'eau du grand fleuve plutôt que d'aller chercher de l'eau dans le fleuve. Cela m'amène à poser la question suivante : pourquoi ne pas appliquer cette stratégie par rapport aux grands fleuves de l'épargne en France, c'est-à-dire créer des Sicav monétaires et solidaires avec un taux de rendement qui n'excéderait pas 4 à 5%, non taxées sur le revenu.

Extraits de l'intervention de Dominique Namur

Le capitalisme peut-il être éthique ? De l'affaire Enron à la crise des *sub prim* sans oublier le problème des *hedge funds*, on dilue le risque par faute d'un encadrement du *off shore* financier et on ne sait plus quels sont les risques. Dans certains cas, le détenteur de capitaux ne sait plus qu'il prend un risque. Cela m'amène à poser la question suivante : le capitalisme peut-il être responsable vis-à-vis de la société ?

Plusieurs dossiers peuvent illustrer cette question :

- Le problème des OGM. Les lobbies agroalimentaires veulent imposer la pratique des OGM or la demande des consommateurs est pour l'instant négative en Europe. Les mouvements anti-OGM ont réussi à bloquer le processus. La France n'a pas de législation et les cultures d'OGM ne sont pas encadrées. Le gouvernement hésite à

trancher. Le quatrième groupe agroalimentaire français menace de s'installer au Brésil. Le paradoxe est qu'une proportion importante des produits biologiques qui répondent à une aspiration importante des agriculteurs français est importée.

- Le problème du pillage des molécules d'origine naturelle. Il ya un problème avec l'Inde qui dénonce le pillage de ses molécules. Les firmes pharmaceutiques brevètent les principes actifs des molécules naturelles. Le risque à long terme est que les Indiens ne peuvent plus se soigner avec des recettes traditionnelles.
- Le problème des externalités négatives. C'est la fameuse question du pollueur/payeur. A partir du moment où on n'internalise pas les externalités négatives, qu'est-ce qu'on fait sur le plan de l'éthique et comment gérer à terme la polémique avec les économies émergentes qui s'inquiètent des conditions de développement inégal qu'on leur impose. La boucle est bouclée par le cynisme des Etats-Unis qui ne veulent pas ratifier les accords de Kyoto en prétextant que la Chine et d'autres nouveaux entrants ne respectent pas les accords passés sur la lutte contre la pollution.
- Le problème du pétrole et des alternatives énergétiques. C'est l'appât du profit à court terme fondé sur la spéculation et la hausse calculée du cours du pétrole qui freine le développement des alternatives énergétiques. Si on décidait de privilégier les « appâts à long terme », on investirait dans les écotechnologies.
- Le problème des groupes de pression agricoles qui limitent l'amplitude des démarches socialement responsables. La France est le pays le plus pollué d'Europe en matière de fleuves et de rivières. Cette constatation ne modifie guère l'attitude des entités dominantes dans l'agriculture qui n'investissent pas massivement dans cette direction.
- Le problème du chercheur. Doit-il toujours promettre de faire plus en matière d'innovation ou doit-il informer la société sur les dangers potentiels que représentent certaines innovations ? Il est l'élément central de la diffusion de la connaissance mais il ne joue pas forcément son rôle.

Il existe plusieurs pistes possibles pour sortir de cette série de contradictions : les pistes coercitives et les pistes incitatives.

Un exemple de piste coercitive : créer des droits de douane « moralisateurs » en légalisant une taxe sur les non produits qui ne respectent pas les normes du développement durable.

Un exemple de piste incitative, c'est la manière d'anticiper les niches. Cela a été le cas des Danois qui ont développé depuis dix ans le savoir dans les éoliennes. Il en résulte que ce sont des éoliennes danoises qu'on implante en France. Or le taux de croissance du parc éolien français est en très forte hausse.